

A photograph of modern, multi-story apartment buildings with facades in shades of light blue, white, and yellow. The buildings are set against a bright sky with some clouds. In the foreground, there are lush green trees and a street with a lamppost. The entire image is overlaid with a large, semi-transparent blue graphic element that frames the text.

UNE ANNÉE EN BANLIEUES 2011

association des maires
VILLE & BANLIEUE
de France



UNE ANNÉE EN BANLIEUES 2011

association des maires

VILLE & BANLIEUE
de France



SOMMAIRE

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2011	2
Chapitre 1	8
POLITIQUE DE LA VILLE ET RÉNOVATION URBAINE	
Chapitre 2	14
DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Chapitre 3	18
LOGEMENT, HABITAT, PROJETS URBAINS	
Chapitre 4	22
FINANCES LOCALES	
Chapitre 5	24
PRÉVENTION, SÉCURITÉ ET JUSTICE	
Chapitre 6	28
CITOYENNETÉ, LAÏCITÉ, DIVERSITÉ	
Chapitre 7	32
ÉDUCATION, JEUNESSE	
Chapitre 8	36
SPORT	
Chapitre 9	40
INITIATIVES DES VILLES "DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS !"	
Chapitre 10	44
PARTENARIATS	
Chapitre 11	48
RÉUNIONS STATUTAIRES	
AGENDA DES ACTIVITÉS 2011	49



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2011

TÊTES D'AFFICHES I : UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR VILLE & BANLIEUE !

Élu sénateur le 25 septembre 2011 et démissionnaire de son mandat de maire de Clichy-sous-Bois Claude Dilain, président depuis 2008, laisse sa place à la tête de l'association. Renaud Gauquelin lui succède.

Élu quatrième président de Ville & Banlieue



Renaud Gauquelin

le 17 novembre 2011, après avoir été Secrétaire général de l'association durant 3 ans, Renaud Gauquelin est maire de Rillieux-la-Pape (69) depuis 2005. Au Conseil Général du Rhône depuis 1997, il est membre de la commission permanente et de la commission spécialisée « Qualité de la vie, agriculture, territoires périurbains ». Médecin généraliste de profession depuis 1981, après avoir débuté sa carrière comme médecin urgentiste, il a conservé de nombreux engagements dans la vie associative (Secours populaire français, LDH, LICRA, Amnesty international...).

Ses premiers messages de président indiquent trois priorités pour l'association dont il prend la tête. Le rassemblement, tout d'abord. « Je veux croire, déclare-t-il d'emblée, que ce qui rassemble les maires de l'association est beaucoup plus fort que ce qui les sépare ». D'où son invite à agir dans un « esprit d'amitié et d'unité dépassant les clivages partisans », et à « décentraliser davantage l'activité de l'association en tenant des réunions en région ». La diversité des axes de travail, ensuite, au-delà des figures imposées que sont la politique de la ville, la rénovation urbaine et la péréquation des ressources des collectivités. Il faut, souligne Renaud Gauquelin, « relancer certaines commissions, dont la commission santé », travailler plus sur l'éducation et l'emploi...



Claude Dilain

Enfin et surtout, maire d'une ville dramatiquement médiatique, Clichy-sous-Bois, d'où sont parties les émeutes urbaines de 2005, il aura contribué à remettre les banlieues au cœur du débat public national. Il aura joué de l'intérêt parfois ambigu de la presse pour « les cités qui flambent » pour dénoncer les conditions de vie dans les banlieues populaires, et exiger des politiques de l'égalité réelle. Dans ce registre, tout le monde se souvient de sa « Lettre ouverte à ceux qui ignorent les banlieues » signée par 44 élus de l'association (21 mai 2010) et le collectif « Pouvoir d'agir » s'y réfère explicitement aujourd'hui pour justifier sa création.

Nommé rapporteur du budget de la ville au Sénat, Claude Dilain a dit vouloir continuer d'œuvrer au sein de la Haute assemblée, pour relayer les positions et propositions de Ville & Banlieue, tout en gardant un rôle actif au sein de l'association.

4 et être force de propositions sur ces sujets essentiels pour les habitants de nos communes. Enfin, le dialogue et le rapprochement avec les autres associations d'élus. Il est important, a-t-il déclaré, de nous rapprocher des autres élus, « y compris des maires ruraux, sans jamais fusionner ni renoncer à notre identité bien sûr, mais avec l'idée d'élargir notre audience, en prenant des positions communes sur un grand nombre de sujets ».

Claude Dilain, président sortant aura pour sa part, en seulement 3 ans de mandat, marqué la vie de l'association.

Membre d'une des agglomérations les plus pauvres d'Île-de-France, il aura, aux côtés de François Pupponi, député, maire de Sarcelles, Marc Goua, député, maire de Trélazé et d'autres élus, poursuivi et fait avancer le combat en faveur de la solidarité.

Premier président francilien de Ville & Banlieue, il aura également contribué, avec Jean-Yves Le Bouillonnet, député, maire de Cachan à la tête de Paris Métropole, à inscrire les revendications de Ville & Banlieue à l'agenda politique des nouvelles institutions métropolitaines.

TÊTES D'AFFICHES II : ET UN NOUVEAU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL !

Au bout de 18 ans passés aux commandes de Ville & Banlieue, Renée Feltin cède le pilotage. Pour une retraite que nous lui souhaitons heureuse et riche de bons moments. Un départ célébré au Bistrot Marguerite, à Paris, au cours d'une longue soirée d'hommages célébrant également ceux de Claude Dilain et de Pierre Cardo, ancien maire de Chanteloup-les-Vignes et 1er Vice-Président de l'association.

Avec la nomination de Camille Vielhescaze au poste de délégué général, ce passage de témoin est aussi un changement de génération.

LES BANLIEUES DONNENT RENDEZ-VOUS À LA RÉPUBLIQUE

Déclaration solennelle de Ville & Banlieue
et entrée en campagne de l'Association

Adoptée par l'Assemblée générale du 17 novembre et rendue publique à cette occasion lors de la conférence de presse qui a suivi l'élection du nouveau Bureau, cette déclaration martèle avec force que la situation sociale des banlieues ne tient pas à l'échec de la politique de la ville mais au désintérêt général des élites politiques depuis plusieurs décennies. Elle exige à la fois une politique de la ville rénovée et l'engagement de toutes les politiques de droit commun au bénéfice des banlieues populaires. Souligne enfin que les banlieues seront une chance pour la France si la République sait en relever le défi.



DÉCLARATION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DU 17 NOVEMBRE 2011

EN 2012, LES BANLIEUES DONNENT RENDEZ-VOUS À LA RÉPUBLIQUE

La situation des 5 millions d'habitants qui vivent aujourd'hui dans nos banlieues est particulièrement préoccupante. Depuis 50 ans, notre pays est incapable de régler la ghettoïsation des classes sociales les plus défavorisées. Les élus que nous sommes sont quotidiennement confrontés à la misère, à l'exclusion, au chômage, au décrochage scolaire, à la privation d'accès au logement et aux soins, aux discriminations, au repli communautaire, au basculement de quelques-uns dans la délinquance et la violence. Les banlieues vivent une crise structurelle profonde, sociale, économique, identitaire, qui malgré les politiques publiques mises en place, en fait les victimes d'injustices sociales et territoriales inacceptables. Comment peut-on accepter que dans certains territoires de notre République, 1 habitant sur 3 et 1 mineur sur 2 vivent sous le seuil de pauvreté ? Qu'1 actif sur 5 et près d'1 jeune sur 2 soient au chômage ? Qu'1 habitant sur 4 renonce de se soigner pour des raisons financières

et qu'1 adulte sur 6 n'ait aucune couverture maladie ? Que 3 immigrés ou descendants d'immigrés sur 5 ne se sentent pas perçus comme des Français ?¹

L'échec des banlieues n'est pas l'échec de la seule politique de la ville. La politique de la ville² n'a jamais été pensée à l'origine pour pallier les insuffisances des politiques de droit commun dans ces territoires. Bien sûr, sans elle et sans la rénovation urbaine en cours qui les transforme, dans quelle situation seraient aujourd'hui ces quartiers ?

L'échec des banlieues tient avant tout à l'absence d'une volonté politique réelle : il est l'échec de notre République. Il est le résultat d'un choix de société. Une République qui impose les mêmes devoirs à tous, mais ne donne pas les mêmes droits à chacun. Une République qui tolère que la ségrégation, la stigmatisation et l'abandon bafouent nos valeurs d'égalité, de justice et de solidarité. En réalité, parce qu'elles concentrent l'ensemble des maux de notre société, les banlieues vivent, en même temps qu'elles la révèlent pour cette dernière, une crise républicaine profonde. Il n'y a pas une crise des banlieues, mais une crise républicaine dont les banlieues sont les premières victimes collatérales.

Ces 5 millions d'habitants sont une chance et non pas un handicap pour l'avenir de notre pays. Ils représentent une condition essentielle pour notre réussite commune, non pas une fatalité. Car il y a dans ces quartiers une énergie citoyenne extraordinaire, une richesse culturelle et associative, une solidarité de galère autant que communautaire, une envie de s'en sortir pour soi et pour les siens, de réussir professionnellement, une jeunesse pleine d'ambitions et de talents... qui devraient rendre notre pays plein d'espoirs. Ces quartiers ont aussi parfois un temps d'avance, dans la diversité de la représentation démocratique, dans les entreprises et les pratiques locales innovantes et performantes. La France n'a pas aujourd'hui, dans la crise que l'on connaît, les moyens de se passer de cette ressource formidable.

Nous en sommes convaincus : le destin de notre République est intimement lié à celui de ces territoires. Sortir les banlieues de la

¹ Chiffres du rapport ONZUS 2011.

² La politique de la ville ne représente qu'un peu plus de 1% du budget de l'État.



SÉNATORIALES : VILLE & BANLIEUE GAGNE 9 ÉLU(E)S AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Suite aux élections sénatoriales de septembre, 9 élus de Ville & Banlieue, maires et adjoint(e)s au maires, sont devenus sénateurs ou sénatrices :

- Alain Anziani, adjoint au maire de Mérignac, sénateur de la Gironde, vice-président du Conseil Régional d'Aquitaine
- Christiane Demontès, maire de Saint-Fons, sénatrice du Rhône
- Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois, sénateur de Seine-Saint-Denis, président de Ville & Banlieue
- Thierry Foucaud, maire d'Oissel, sénateur de Seine-Maritime, vice-président de la Communauté d'Agglomération de Rouen
- Dominique Gillot, maire d'Eragny-sur-Oise, sénatrice du Val d'Oise
- Jean-Pierre Godefroy, adjoint au maire de Cherbourg Octeville, sénateur de la Manche, vice-président de la Communauté Urbaine de Cherbourg
- Robert Hue, maire honoraire de Montigny les Cormeilles, sénateur du Val d'Oise
- Marc Massion, maire de Grand Quevilly, sénateur de Seine-Maritime, vice-président de la Communauté d'Agglomération de Rouen
- Gilbert Roger, maire de Bondy, sénateur de Seine-Saint-Denis.

situation de relégation dans laquelle elles se trouvent, c'est promettre un nouvel élan à notre République.

L'association des maires Ville & Banlieue de France appelle donc de ses vœux une politique de la ville profondément renouvelée :

- Une politique de la ville globale et transversale, interministérielle, qui soit une véritable politique de coordination des politiques de droit commun dans les quartiers en difficultés.
- Une politique de la ville différenciée, territorialisée, qui ne s'impose pas à tous de manière aveugle, mais qui tienne compte de la réalité des besoins locaux. Il y a autant de politiques de la ville que de quartiers défavorisés.
- Une politique de la ville pilotée au niveau local par le maire et repensée au niveau métropolitain comme vecteur d'aménagement de nos territoires, car les phénomènes de ségrégation socio-spatiale et de mixité sociale doivent aussi être résolus à une échelle plus large.
- Une politique de la ville large et ambitieuse, qui ne soit pas une variable d'ajustement budgétaire, particulièrement en temps de crise. La rigueur ne doit pas être le prétexte à une contraction des champs d'intervention ou de la géographie prioritaire. La rigueur, c'est a contrario avoir l'exigence de faire de la politique de la ville une priorité nationale en étant convaincu qu'elle est un rempart contre la crise pour nos territoires.

En 2012, les banlieues constituent un défi essentiel pour la cohésion sociale et l'avenir de notre pays. Elles ne sont pas seulement un choix politique, pas une simple obligation morale. Face à une République qui s'interroge elle-même, elles peuvent lui insuffler un souffle nouveau. Car si la crise doit avoir une vertu, c'est de redonner du sens aux valeurs de la République en lui permettant de réinvestir ces quartiers. L'élection présidentielle doit donc être le prélude à une prise de conscience partagée de cette urgence.

Les maires de Ville & Banlieue de toutes origines portent haut cette exigence, car se joue dans ces quartiers l'effectivité de la promesse républicaine : être né, avoir grandi, vivre dans les quartiers populaires ne devrait pas sceller négativement un destin social. Nous savons que les banlieues en font le rêve. Nous espérons que les candidats à la présidentielle en auront l'ambition.

COMITÉ DES FINANCES LOCALES

Suite au renouvellement de juin, ont été élus au Comité des Finances Locales François Pupponi (maire de Sarcelles, Val d'Oise - titulaire) et Christophe Rouillon (maire de Coullaines, Sarthe, suppléant).

3 MEMBRES DE VILLE & BANLIEUE AU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONZUS

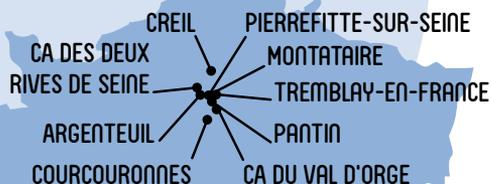
Par arrêté du ministre de la ville en date du 28 juillet 2011, ont été nommés membres du conseil d'orientation de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles : Claude Dilain, président de Ville & Banlieue, maire de Clichy sous-Bois ; Xavier Lemoine, maire de Montfermeil vice-président du Conseil National des Villes, maire de Montfermeil ; Renzo Sulli, premier vice-président délégué à la politique de la ville et à la rénovation urbaine à la Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole, maire d'Echirolles (en qualité de suppléant).

7

BIENVENUE AUX NOUVEAUX ADHÉRENTS !

Ont adhéré à Ville & Banlieue en 2011 les villes et communautés d'agglomération recensées ci-dessous avec les élu(e)s qui les dirigent :

Argenteuil (95) - Philippe Doucet
Courcouronnes (91) - Stéphane Beaudet
Creil (60) - Jean-Claude Villemain
Montataire (60) - Jean-Pierre Bosino
Pantin (93) - Bertrand Kern
Pierrefitte-sur-Seine (93) - Michel Fourcade
Tremblay-en-France (93) - François Asensi
CA du Val d'Orge (91) - Olivier Léonhardt
CA des Deux rives de Seine (78) - Pierre Cardo



CREIL
PIERREFITTE-SUR-SEINE
MONTATAIRE
CA DES DEUX RIVES DE SEINE
TREMBLAY-EN-FRANCE
ARGENTEUIL
PANTIN
COURCOURONNES
CA DU VAL D'ORGE

An aerial photograph of an urban renovation project. On the left, a modern building with a facade of vertical white slats and glass windows is under construction, with scaffolding visible. In the foreground, a large, deep excavation pit is filled with rubble and debris. A yellow excavator is positioned in the center of the pit. Several construction workers in orange safety vests are visible near the bottom of the excavation. The background shows other city buildings and a clear blue sky with scattered white clouds. The text 'POLITIQUE DE LA VILLE ET RÉNOVATION URBAINE' is overlaid in large, semi-transparent letters across the image.

POLITIQUE
DE LA VILLE
ET
RÉNOVATION
URBAINE



POLITIQUE DE LA VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

S'exprimant à plusieurs reprises en réclamant de passer enfin à l'action au terme de plus de 5 ans de réflexion, des Assises de la ville avaient été lancées en avril 2005, Ville & Banlieue a marqué son impatience à l'égard d'une politique de la ville en panne et rappelé les points forts de sa doctrine en la matière.

L'Association continue de défendre le principe d'une géographie prioritaire, permettant de cibler les actions et les finances, outil de mesure des inégalités territoriales, avec l'idée d'un périmètre unique pour le CUCS, les ZFU, le PRU qui s'impose peu à peu parmi les élus.

De même, l'Association réaffirme son attachement à une politique de la ville spécifique en faveur des territoires où se cumulent toutes les inégalités : urbaines, économiques et de revenus, sociales, éducatives, culturelles, écologiques... territoires dans lesquels le sentiment d'abandon n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui, au risque d'une véritable rupture avec la République.

Cette politique de la ville doit être une politique transversale et globale, embrasser tous les domaines de la vie des habitants : éducation, emploi, prévention et sécurité, santé, cadre de vie. Symétriquement, il est impératif que les po-

litiques de droit commun de l'État prennent en compte les réalités des quartiers et se dotent d'objectifs particuliers en faveur de leurs habitants. Ville & Banlieue appelle pour un retour au droit commun renforcé dans ces territoires.

En matière de gouvernance, Ville & Banlieue préconise aussi que le maire reste le pivot de la politique de la ville et soit aux commandes des futurs contrats (en étroite partenariat avec le président d'agglomération). Conjointement elle redemande solennellement à l'État de continuer à s'engager financièrement au titre de la solidarité nationale...

Parallèlement, nous voulons que les autres échelles de collectivités locales (département et région) s'engagent dans ces contrats au titre de leurs politiques sociales et territoriales.

Enfin et surtout, la stabilité des règles doit prévaloir, et la puissance publique garantir son soutien aux associations de quartiers, piliers de la vie sociale au quotidien dans les quartiers.

2011 a également été pour Ville & Banlieue, une année de bilan et de réflexion sur l'avenir du Programme National de Rénovation Urbaine lancé par Jean-Louis Borloo. Conviée à plusieurs reprises par le ministre Leroy à participer aux travaux préparatoires

Communiqué de presse

Paris, le 23 mai 2011

Politique de la ville : réunis à Paris, les élus urbains tirent à nouveau la sonnette d'alarme

Les associations nationales d'élus représentant le monde urbain se sont retrouvées le 17 mai à Paris lors d'une réunion dédiée à la politique de la ville. L'Association des Maires de Grandes villes de France (AMGVF), représentée par son Président, Michel DESTOT, député-maire de Grenoble, l'association Ville & Banlieue, représentée par son Président, Claude DILAIN, maire de Clichy-sous-Bois et l'Association des communautés urbaines de France (ACUF), représentée par Pierre COHEN, député-maire de Toulouse et Président de la Communauté urbaine du Grand Toulouse s'alarment du décrochage social de nombreux quartiers. Elles déplorent l'abandon de la politique de la ville, la réduction programmée des engagements de l'État et les effets d'annonce sans traduction positive pour les huit millions d'habitants concernés.

Les élus urbains estiment précipitées les annonces du ministre en faveur des nouveaux CUCS expérimentaux, qui, selon eux, conduiront, au mieux, au maintien des dispositifs et financements existants. Ils s'interrogent sur les autres territoires non éligibles à ces expérimentations, qui sont en train de connaître des baisses significatives des crédits de l'État, laissant craindre à court terme la disparition de nombreux organismes.

Saluant les avancées de la rénovation urbaine depuis 2004, les élus urbains n'en souhaitent pas moins pour l'avenir des inflexions significatives, notamment dans le cadre du PNRU 2 annoncé : plus forte mixité sociale dans les processus de relogement, meilleur équilibre entre démolition et réhabilitation, traitement approprié des copropriétés dégradées, travail sur la qualité des espaces publics, politique de soutien aux transports et aux commerces, articulation des enjeux sociaux, urbains et humains. Les élus en appellent à ce que l'État continue de lutter, aux côtés des villes, pour une meilleure répartition du logement social au sein des agglomérations.

Enfin, ils demandent que le dispositif des Zones franches urbaines (ZFU) ne soit pas laissé sans suite, alors que les habitants des quartiers subissent toujours les effets de la crise. Dans le cadre de la refonte de la géographie prioritaire de la politique de la ville, ils demandent un nouveau dispositif combinant mesures en direction des territoires et mesures en direction des personnes, avec des allègements de charges étudiés à l'échelle locale, un accompagnement social global des demandeurs les plus éloignés de l'emploi et un soutien à l'économie sociale et solidaire.

L'AMGVF, Ville & Banlieue et l'ACUF renouvellent leur demande de voir la politique de la ville relancée au plus haut niveau gouvernemental et les discussions s'engager, en tenant compte de leurs propositions, pour redonner aux habitants des quartiers confiance dans les institutions et le pacte républicain.

de ce qu'il a lui-même appelé « l'acte II du Programme national de rénovation urbaine », Ville & Banlieue a émis dans ce domaine un certain nombre de recommandations.

On retiendra ici un principe absolu – la garantie de financement du nouveau programme de rénovation urbaine – et quelques grandes orientations privilégiées par l'association : mener à leur terme tous les projets engagés et assurer la pérennité des opérations réalisées en « traitant » les secteurs oubliés par le PNRU I ; diversifier les logements et les fonctions urbaines des quartiers rénovés, la mixité sociale et résidentielle à l'échelle de la commune et de l'agglomération en refusant le DALO dans les quartiers déjà en ZUS ; articuler la rénovation urbaine avec le volet social de la politique de la ville (emploi, éducation, santé, prévention et sécurité) condition sine qua non de la réussite des projets ; intégrer aux projets des objectifs précis de développement durable et développer encore la concertation avec les habitants, réfléchir à des modalités particulières pour l'Île-de-France, sur articulation avec le CDT.

Ces positions figureront bien sûr, au premier rang des propositions que prépare l'association dans le cadre de la campagne présidentielle 2012.



2 FÉVRIER

AUDITION DE VILLE & BANLIEUE PAR LA COMMISSION RAOULT SUR LES ZFU

La Commission présidée par Eric Raoult a reçu le même jour François Pupponi et François Goulard, auteurs d'un rapport parlementaire sur la politique de la Ville, et une délégation de Ville & Banlieue. « Ligne de défense » de nos représentants : si les ZFU n'apportent pas de solution au problème du chômage de masse dans les banlieues, elles

ont contribué à maintenir ou développer de l'activité dans nos communes, avec un double bénéfice pour elles : une certaine forme de mixité fonctionnelle et une image revalorisée. Au-delà des imperfections constatées, l'association a donc demandé que le dispositif soit prorogé.



5 AVRIL

VILLE & BANLIEUE ET LE CES DE L'ANRU

Reçue par le Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence, Ville & Banlieue témoigne d'un retour d'expérience positif sur le programme de rénovation urbaine, qui a non seulement rénové le cadre de vie de nombreux quartiers mais démontré également toute l'efficacité de projets pilotés par les collectivités et soutenus par l'État. L'Association profite de la rencontre pour mettre en garde contre certains écueils, appeler à l'achèvement du PNRU I et faire ses recommandations quant à un éventuel PNRU II.

5 AVRIL

VILLE & BANLIEUE AU COLLOQUE DE L'OBSERVATOIRE DU FONCIER EN ÎLE-DE-FRANCE

Les politiques de rénovation urbaine et de transports menées en Île-de-France au titre du PNRU comme du Grand Paris contribuent-elles à la valorisation du foncier ? Quels atouts et quels risques pour ces secteurs vulnérables de la Métropole parisienne ? Quels outils fonciers et fiscaux mobiliser ? Quelle organisation pour des maîtrises d'ouvrage efficace ? C'est à ces questions que Claude Dilain a été invité à répondre au cours de la table ronde conclusive de cette rencontre.



15 AVRIL

ASSISES RÉGIONALES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE À NANTES MÉTROPOLÉ

Première traduction concrète d'une idée lancée au cours des réunions tripartites sur la politique de la ville tenues entre Ville & Banlieue, l'AMGVF et l'ACUF, ces Assises régionales entendent faire le lien entre les préoccupations locales des acteurs de terrain et les propositions faites au plan national par les grandes associations d'élus urbains. Publié à l'issue de cette rencontre, l'appel des villes et des quartiers « Pour un engagement national renouvelé au service de la cohésion sociale » souligne la dégradation des conditions du vivre-ensemble dans les quartiers, dénonce le désengagement de l'État et relaie l'inquiétude des acteurs locaux. Enfin et surtout, il appelle au retour de l'État sur ses missions de droit de commun dans les villes en difficulté et à la relance de la politique contractuelle autour d'objectifs et d'engagements clairs.

7 MAI

COMMISSION TRIPARTITE SUR LA POLITIQUE DE LA VILLE

Un an après la publication du manifeste commun pour la réforme de la politique de la ville, Ville & Banlieue, les maires des Grandes villes de France et les Communautés urbaines de France poursuivent leurs échanges. Au programme des débats : la réforme de la politique de la ville et les CUCS expérimentaux, mais aussi le devenir du PNRU et celui des ZFU...

27 MAI

AUDITION DE VILLE & BANLIEUE À LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Devant la Commission « Politique de la ville et sécurité » du Conseil régional, Claude Dilain fait état de ses inquiétudes en tant que président de Ville & Banlieue et en tant que maire. Il plaide pour un retour marqué de l'État dans les quartiers abandonnés de la République et pour une politique de la ville relayée par les politiques régionales d'aménagement et de solidarité.



JÉRU, 14 et 15 juin 2011
© Michel Monsay

14 ET 15 JUIN

LES JOURNÉES DE L'ANRU AU PALAIS DES CONGRÈS

La grande rencontre de l'ANRU se tient cette année en Île-de-France. François Pupponi défend les positions de Ville & Banlieue dans le débat sur le PNRU II à côté de Michel Desdot, Fabienne Keller, André Rossinot, François Goulard, Dominique Braye et Thierry Repentin (USH). Claude Dilain participe de son côté au débat sur l'image des banlieues animé par Serge Moati.

29 SEPTEMBRE

AUX RENCONTRES DE LA VILLE DU SG-CIV

Maurice Charrier (Grand Lyon) et Alain Cazabonne (Talence) représentent Ville & Banlieue à cette journée de réflexion élus/partie-

naires/experts autour de la question: Quels services pour les habitants des quartiers de la politique de la ville? Au cœur de leurs interventions: les conditions de l'adaptation des services aux besoins et aux attentes exprimées, l'articulation entre rénovation urbaine et requalification de l'offre commerciale, le maillage géographique des services aux deux échelles de la ville et des quartiers.

4 OCTOBRE

RENCONTRE AVEC L'EPARECA

Claude Dilain et Camille Vielhescaze rencontrent le directeur de l'Établissement public pour le commerce et l'artisanat. À l'ordre du jour, la rénovation commerciale des quartiers dans le cadre des PRU, point névralgique de la vie quotidienne des habitants et de l'attractivité des quartiers de la politique de la ville. Et les modalités d'un travail commun entre l'établissement et les élus de l'association.

4 OCTOBRE

DÎNER AVEC LE MINISTRE DE LA VILLE

Pour échanger de manière plus libre sur la politique de la ville et la rénovation urbaine, Maurice Leroy convie à dîner les présidents des associations nationales d'élus urbains.

11 OCTOBRE

UNE JOURNÉE SUR L'AVENIR DU PROGRAMME NATIONAL DE RÉNOVATION URBAINE

Le ministre réunit pour la première fois dans un cadre officiel, à la Cité universitaire de Paris, l'ensemble des partenaires de la rénovation urbaine pour évoquer « l'acte II » de la rénovation urbaine. Hervé Chevreau (Epinay-sur-Seine) plaide pour l'inscription des projets locaux dans les PLH des agglomérations.

Claude Dilain réclame des projets intégrés de territoire seuls capables de permettre un changement d'échelle.

Catherine Arenou (Chanteloup-les-Vignes) et Stéphane Beudet (Courcouronnes) demandent que les agglomérations intègrent ces projets dans des stratégies territoriales de rééquilibrage et de solidarité.

25 OCTOBRE

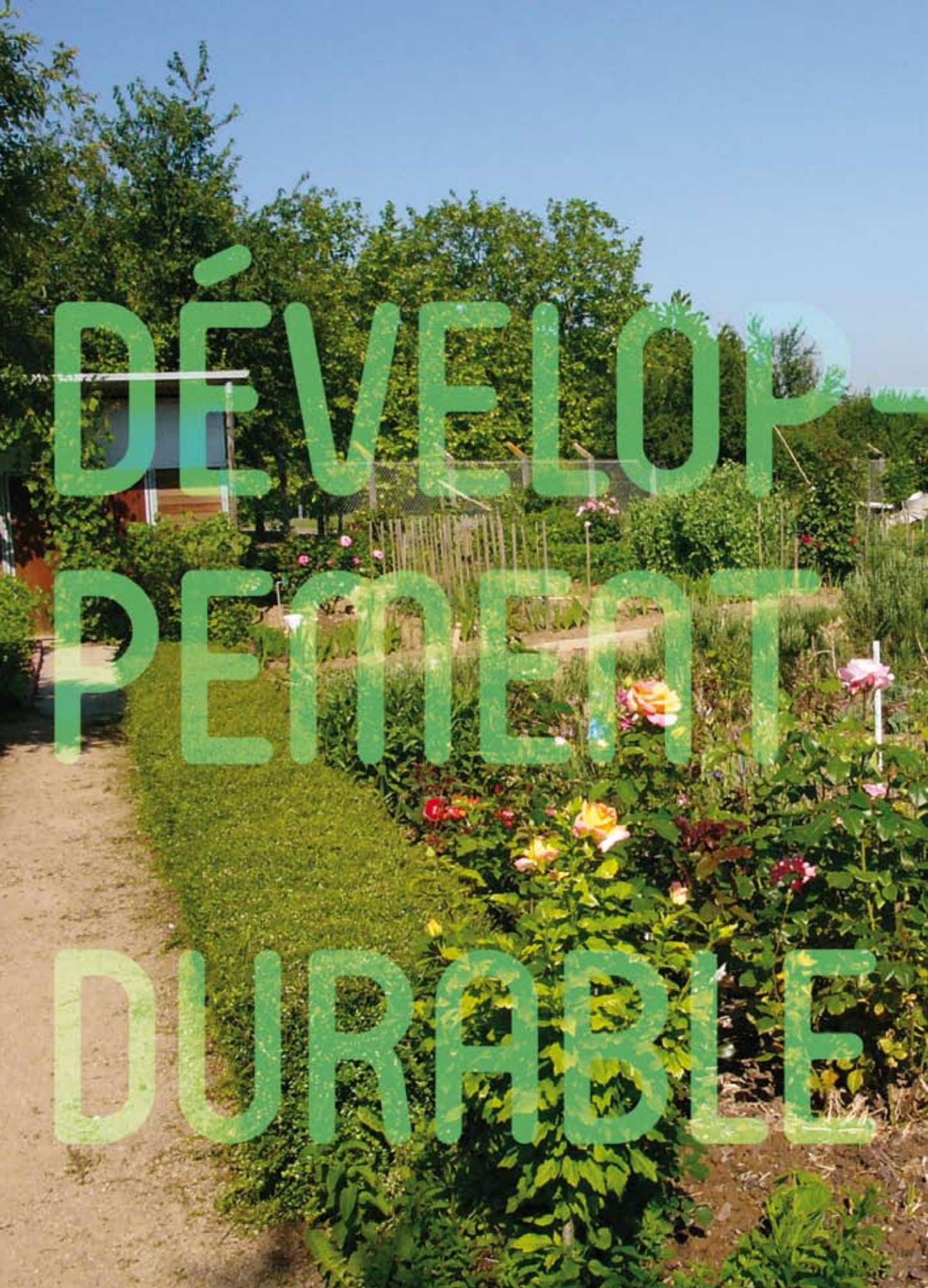
COMMISSION TRIPARTITE SUR LA POLITIQUE DE LA VILLE

Après Nantes, au lendemain des circulaires ministérielles des 18 et 21 juillet et à la veille des Assises d'Amiens, les associations nationales d'élus urbains prolongent leurs échanges et leurs propositions de mai sur les CUCS expérimentaux, les ZFU, le PNRU et les copropriétés dégradées.

7 ET 8 NOVEMBRE

ASSISES RÉGIONALES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE À AMIENS MÉTROPOLE

Sur le même principe que celles tenues à Nantes au printemps mais dans un format différent — le premier jour consacré aux enjeux locaux et régionaux, le second aux enjeux nationaux —, les Assises d'Amiens donnent aussi lieu à une déclaration finale. À travers ce texte, les élus des territoires, les professionnelles et militants associatifs de la politique de la ville refusent de voir la politique de la ville se réduire et le droit commun s'effriter au moment où s'achève la rénovation urbaine. Ils appellent à la poursuite de cette ambition, réclamant un approfondissement de la démocratie locale et de la concertation nationale. Ils entendent rester mobilisés pour faire entendre leur voix commune dans le contexte des échéances électorales de 2012. Dans les différents débats comme à la tribune conclusive, Claude Dilain, Catherine Arenou et François Pupponi portent la voix des villes de banlieue.



DÉVELOP
PEMENT
DURABLE



DÉVELOPPEMENT DURABLE

En cohérence avec les positions rappelées dans le chapitre un, Ville & Banlieue a participé tout au long de l'année à la plate-forme d'échanges qui s'est réunie de juillet 2010 à juin 2011 à l'initiative conjointe du Commissariat Général au Développement Durable et de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, à laquelle le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) a apporté son appui technique. Débouché de cette réflexion : un rapport du sociologue Michel Bonetti, qui rejoint les positions de Ville & Banlieue sur plusieurs points fondamentaux.

Priorité des priorités : que l'acte II du programme national de rénovation urbaine ne rate pas le rendez-vous du développement durable. Et plus généralement, que les politiques sociales urbaines en faveur des quartiers défavorisés (politique de la ville et rénovation urbaine) et les politiques nationales du développement durable (écoquartiers, écocités, agendas 21...) rapprochent leurs objectifs et mutualisent leurs moyens.

Bien des conséquences découlent de ce principe pour les élus de Ville & Banlieue : le développement durable ne doit pas être ni un luxe ni un supplément d'âme mais un élément structurant du PRU. Il doit s'inscrire dans un projet de territoire durable à plus grande échelle. Des formations conjointes doivent permettre aux professionnels des deux secteurs de faire culture commune.

Et les habitants doivent être associés à ce changement d'approche.

Au sein de Ville & Banlieue, et sous l'impulsion de Chantal Duchène, adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine (94) présidente de la commission, les élus se sont saisis pour la première fois en 2011 de la question de l'énergie : diversification de la ressource énergétique dans le cadre de la rénovation urbaine, promotion de l'énergie locale, lutte contre la précarité énergétique.

De même, un voyage d'études a été organisé au printemps pour étudier in situ, à Bègles et Lormont (33), comment des élus de l'association ont croisé localement politique de la ville et développement durable. Deux jours de visites et de débats autour de Jean Touzeau, maire de Lormont et de Noël Marmère, député, maire de Bègles, et l'occasion pour les participants d'échanger sur leurs propres pratiques et pour l'Association de faire fructifier sa culture du sujet.

Dernière action en date cette année, en partenariat avec le Club des villes cyclables pour la remise des Talents du vélo à Dijon : où s'est trouvée confirmée l'idée selon laquelle la mobilité durable, comme le développement durable, n'est pas seulement affaire d'infrastructures et de moyens techniques, mais aussi de culture, de lien social, et de capacité à changer de mode de vie.



25, 26 ET 27 JANVIER

VILLE & BANLIEUE AUX 12ÈMES ASSISES DE L'ÉNERGIE

Manifestation désormais bien installée dans l'agenda des acteurs du développement durable, les Assises de l'Énergie se réunissent à Grenoble pour leur 12ème édition. Damien Carême, maire de Grande-Synthe, représente Ville & Banlieue au cours d'un débat sur « le financement de la rénovation énergétique à grande échelle ». D'autres fenêtres ouvertes sur la banlieue au cours de cet immense forum de 3 jours qui accueillent 1 200 personnes : l'implication des acteurs du social dans la lutte contre la précarité énergétique, l'association des citoyens aux projets d'énergies renouvelables, le projet Maisons de l'Emploi et Développement Durable ou encore le pacte régional des acteurs de la réhabilitation.

16



4 MARS

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RÉNOVATION URBAINE AU CGDD

Ville & Banlieue a été associée au pilotage de l'étude commandée par le Commissariat général au Développement durable au CSTB sur ce thème. Dans le rapport de synthèse sorti en septembre, de nombreuses préconisations rejoignent les positions de Ville & Banlieue exprimées ci-dessus.



12 ET 13 MAI

JOURNÉES D'ÉTUDES À BÈGLES ET LORMONT

Deux jours en mai pour comprendre in situ comment deux villes de l'agglomération bordelaise, membres de l'Association, ont conjugué les deux approches, de la politique de la ville et du développement durable. A Bègles, visite du site de l'opération de renouvellement urbain « Yves Farge / Terres neuves », où l'opportunité d'un nouveau quartier urbain durable a été saisie avec le passage du nouveau tramway d'agglomération. Autres lignes de force du projet : la création d'un pôle culture / communication sur la partie en friche du périmètre, le travail des espaces publics, la densification du quartier ou la mise en valeur de l'environnement. Côté lormontais, visite du site de Génicart, en PRU depuis 2006. Là encore, de nombreuses cibles de développement durable comme des critères HQE, la valorisation des transports en commun et cheminements doux. Plus surprenante pour les participants, la place laissée à la nature et aux espaces ouverts. Un voyage d'étude à la fois convivial et riche d'enseignements.



12 SEPTEMBRE / 7 OCTOBRE

REMISE DES TALENTS DU VÉLO

Organisés par le Club des Villes cyclables en partenariat avec Ville & Banlieue, les Talents du vélo récompensent, sous 6 catégories différentes, toute personne oeuvrant au développement de l'usage du vélo. Le jury, réuni en septembre pour délibérer et désigner les lauréats 2011, rend public son palmarès et remet officiellement ses prix quatre semaines plus tard, au Congrès des villes cyclables de Dijon. Chantal Duchêne, adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine et Jean-Jacques Bernard, conseiller délégué au développement durable de la mairie de Chenôve, représentent l'Association. Au rayon « banlieues », les moniteurs de la Vélo-École de l'Association « Vivre en ville à vélo » (VVV) de Montreuil ont été récompensés pour leur action pédagogique permettant au vélo de gagner de nouveaux pratiquants dans la ville.

Participation et agenda 21

Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable

7^e Atelier de l'Observatoire
Mar 8 nov.
Mer 9 nov. 2011
 à Bordeaux

Combinaison réussie pour des territoires durables ?

Inscription en ligne : www.observatoire-territoires-durables.org
 Renseignements : Association 4D - 01 44 64 75 02

L'Atelier a le soutien du Conseil Général de la Gironde et du réseau des agendas 21 de Gironde

8 ET 9 NOVEMBRE

LES RENCONTRES ANNUELLES DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES AGENDAS 21

C'est à Bordeaux que se tiennent cette année les rencontres de l'Observatoire, pour un débat inédit sur la participation citoyenne et le développement durable. L'ambition de cette rencontre ? Tirer des expériences locales les plus innovantes des préconisations claires pour aller vers « la haute qualité démocratique » via les agendas 21 : en trois lettres, HQD sur le modèle de la HQE. Parmi les contributions les plus remarquables, celles de Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle, militant et animateur au long cours de la participation citoyenne. Et celle de Jo Spiegel, maire de Kingersheim et membre de Ville & Banlieue, maître d'œuvre d'un des dispositifs participatifs locaux les plus pensés et achevés de l'hexagone : avec des états généraux permanents de la démocratie, une maison de la citoyenneté et un conseil participatif de développement durable.



LOGEMENT
HABITABIL,
PROJETS
URBAINS



LOGEMENT, HABITAT, PROJETS URBAINS

Sur le fond, Ville & Banlieue est restée fidèle à ses positions sur la nécessité d'intégrer des critères de développement durable à la rénovation urbaine.

Sur la forme, 2011 signe « le retour » de Ville & Banlieue parmi les partenaires assidus du « Réseau des acteurs de l'habitat » avec l'Union sociale pour l'habitat et confirme la présence de nombreux élus de banlieue au Forum des projets urbains de novembre.

Enfin et surtout, Ville & Banlieue a signé à la fin de l'année la plateforme d'engagements proposée par la Fondation Abbé Pierre aux candidats à l'élection présidentielle « Mobilisation générale pour le logement ». Cette signature, la seule d'une association d'élus, précédée d'une présentation et d'un échange avec Patrick Doutreligne, délégué général de la fondation, a donné lieu à débat interne quant à nos positions sur le logement, lors de l'assemblée générale.

Ville & Banlieue demande que le logement redevienne une priorité nationale favorisant la construction massive de logements et de logements sociaux dans notre pays : qu'à ce titre, les maires bâtisseurs soient aidés et encouragés à construire par une politique fiscale et foncière adéquate.

L'Association plaide aussi pour le renforcement de tout l'appareil « article 55 de la loi SRU », avec un taux plancher de 25 % de logements très sociaux dans toutes les communes déficitaires des agglomérations en situation tendue, une intervention des préfets en cas de défaillance des maires, et une aggravation des sanctions encourues en cas de manquement.

Devant l'extension des situations de précarité et de mal-logement, Ville & Banlieue exige qu'en contexte de démolition-reconstruction, la quittance globale par foyer « loyer + charges + TH » soit maintenue à son niveau ; et que les loyers fassent l'objet d'un encadrement général dans notre pays.

Enfin, pour répondre à l'urgence d'un certain nombre de communes, notamment franciliennes, elle appelle à une politique à la fois curative et préventive contre les copropriétés dégradées, oubliées du PNRU.



Écologie urbaine, parc

10 FÉVRIER

RÉSEAU DES ACTEURS DE L'HABITAT : REVUE D'ACTUALITÉ

Le Réseau des acteurs de l'habitat rassemble autour de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) et de la Caisse des dépôts, les grandes associations nationales d'élus urbains : Ville & Banlieue, l'AMGVF, l'ACUF, l'ADCF, la FNVM et l'ADF. L'objet de cette première réunion 2011 : revenir ensemble sur l'impact des réformes en cours sur la production et la gestion du logement. Grâce à deux exposés introductifs de l'ADCF, retour sur la réforme de la taxe professionnelle, la loi de finances 2011, la réforme de l'ANAH et celle de la fiscalité de l'urbanisme. Enfin, un après-midi centrée sur les conséquences de la réforme territoriale pour les politiques du logement des collectivités : agglomérations, départements et régions.

7 AVRIL

RÉSEAU DES ACTEURS DE L'HABITAT : APRÈS LE GRENELLE

« Quelle place pour l'habitat dans la planification urbaine post-Grenelle ? » Derrière cette question très technique, une série de réponses fondamentales aux interrogations des collectivités sur leur politique de l'habitat : les nouveaux outils de la planification peuvent-ils leur permettre de mobiliser plus facilement la ressource foncière et de produire plus facilement les logements qu'attendent leurs habitants ? Si l'économie d'espace et la lutte contre l'étalement urbain, la réduction des gaz à effet de serre, la préservation des continuités écologiques, ainsi qu'une meilleure anticipation des risques président désormais à l'élaboration des SCOT, PLU et autres DTA, elles n'apportent pas seulement de nouvelles contraintes, mais aussi de nouveaux leviers, une plus grande cohérence à l'aménagement et à la construction.



8 NOVEMBRE

AU FORUM DES PROJETS URBAINS

Pour sa 11ème édition, le Forum réuni au Palais des Congrès reconduit la formule qui a fait son succès : un atelier stratégique (consacré cette année à la ville transfrontalière), une séance plénière (centrée sur l'évolution des questions urbaines), un atelier débat et 67 ateliers projets auxquels participent de nombreuses villes et agglomérations de notre association : Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Colombelles, Est-ensemble, La Riche, Montreuil. Deux faits marquants cette année : d'abord, la question de « l'énergie » placée au centre des politiques d'aménagement, pour réfléchir et réagir à l'accroissement de l'étalement urbain. Ensuite, la présence de beaucoup de maires, qui attestent de l'engagement croissant des élus, notamment en banlieue, dans le portage politique des projets urbains.



1ER DÉCEMBRE

RÉSEAU DES ACTEURS DE L'HABITAT : FACE AUX PRÉCARITÉS

Au programme de cette dernière journée, une problématique commune aux villes centres et aux villes de banlieue : l'accueil et l'accompagnement des personnes en situation de précarité. Avec un zoom sur les nouveaux visages de la précarité : des classes moyennes fragilisées aux sans-abris, en passant par les travailleurs pauvres et les chômeurs. Et un défi de taille : pouvoir proposer une offre complète de réinsertion sociale complète dans, vers et au-delà du logement. Par l'hébergement d'urgence, l'accompagnement social, par une offre de logement suffisamment diversifiée pour permettre un parcours résidentiel à moyen/long terme.



FINANCES LOCALES



FINANCES LOCALES

2011 aura été une nouvelle fois une année importante en matière de solidarité financière. Le travail engagé depuis plusieurs années par la Commission finances de l'association aura permis d'asseoir un peu plus les positions de Ville & Banlieue dans le débat national sur ce sujet et de faire aboutir l'une de ses propositions phares.

En effet, depuis 2009 et un amendement de François Pupponi voté à l'assemblée nationale avec Pierre Cardo, au nom de Ville & Banlieue, la dotation de solidarité urbaine (DSU) bénéficie annuellement d'une augmentation de 60 à 70 millions d'euros, dans un contexte pourtant défavorable de gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Cette augmentation est ciblée sur les 250 premières communes du classement DSU, parmi lesquelles se trouvent de nombreuses communes de l'association. Les 250 communes suivantes bénéficient quant à elles d'une augmentation de 1 à 2 %. En 2011, cette « DSU cible » est reconduite, validant ainsi la position de l'association qui souhaite que soit renforcée la solidarité à l'égard des collectivités qui en ont le plus besoin.

Concernant la DDU, l'association a une nouvelle fois pu défendre sa reconduction, obtenant même qu'elle soit pérennisée sur 3 ans.

Enfin, Ville & Banlieue portait depuis quelques années l'idée d'un grand fonds national de péréquation entre collectivités, afin qu'à la solidarité de l'État (péréquation verticale), s'ajoute une solidarité des territoires (péréquation horizontale). Bien qu'ayant dénoncé lors du projet de loi de finances de 2011 puis

de 2012, d'une part le choix de l'échelon intercommunal pour définir ce nouveau fonds, et d'autre part le désengagement de l'État en matière de DGF qui menace à terme les dotations de péréquation - la création d'un tel fonds marque néanmoins dans son principe une étape importante dans la prise de conscience de l'enjeu de solidarité territoriale. De nombreux dysfonctionnements devront être corrigés, que les débats parlementaires - dans lesquels les députés et sénateurs de l'association ont joué un rôle important - ont mis en évidence: territoires industrialisés, communes de banlieue dans des intercommunalités prélevées, modalités de répartition du prélèvement ou du reversement de ce fonds... Par un de ses amendements, l'association a notamment proposé, défendu et fait entériner, dans l'examen du projet de loi de finances pour 2012, l'exonération de tout prélèvement éventuel pour les 150 premières communes DSU et un abattement de 50% sur le montant théorique du prélèvement des 100 communes DSU suivantes. Elle a aussi permis que les charges des communes soient mieux prises en compte, par l'intégration du critère de revenu par habitant.

Reste enfin la question de la solidarité intercommunale, à maintes reprises évoquée par les élus lors des commissions, qu'il aurait été souhaitable de repenser conjointement à la création du fonds national de péréquation intercommunal et communal (FPIC).

Trois réunions se sont tenues cette année: 18 janvier, 2 mars et 29 septembre.

PRÉVENTION

DE LA

DELINQUANCE.

SÉCURITÉ

ET JUSTICE





PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE, SÉCURITÉ ET JUSTICE

L'année 2007 avait été celle de la loi de prévention. 2009, l'année de la relance de cette loi. 2011 aura été celle de la normalisation des relations État/collectivités après l'exacerbation de ces relations au cours de l'été 2010.

En effet, Ville & Banlieue ne pouvait pas davantage que ses homologues accepter de voir les maires incriminés par l'État dans la dégradation des conditions de sécurité dans les quartiers des agglomérations, après avoir été au fil de ces dernières années, laissés de plus en plus seuls pour affronter la situation.

C'est pourquoi l'association n'a cessé de demander une clarification des compétences entre l'État et les collectivités dans les domaines de la sécurité et de la prévention, avec une remise à plat du partenariat local opérationnel. Demande exprimée conjointement avec les Grandes villes de France et le Forum français pour la sécurité urbaine à plusieurs reprises, mais restée sans réponse pendant de trop longs mois. Aussi, la lettre de mission adressée en janvier 2011 à Jean-

Marie Bockel par le premier ministre lui demandant de « dynamiser le partenariat entre les maires, l'État et les autres acteurs publics et privés » ne pouvait-elle qu'être bien accueillie au sein de notre association.

Ville & Banlieue a profité de ce climat pour réitérer quatre demandes fortes :

Une meilleure prise en compte de la problématique de sécurité/prévention dans les projets de rénovation urbaine. Reçue par le CES de l'ANRU en mars, l'association a insisté pour que le sujet fasse explicitement partie des rapports d'évaluation du PNRU I et que des préconisations puissent en être tirées, au plan national comme au plan local, dont les spécificités ne doivent jamais être négligées. Ville & Banlieue en a profité pour demander que les études Sécurité des quartiers en rénovation des ZUS, censées être obligatoires, se traduisent sans délai par des engagements concrets.

Une étroite concertation avec les élus de l'association sur le volet sécurité des CUCS expérimentaux. En effet, alors que le minis-

tre de la ville affirmait en avril que les CUCS expérimentaux «permettraient d'inscrire des engagements précis et chiffrés des moyens de droit commun dans ces opérations», les élus de Ville & Banlieue n'étaient associés qu'à la marge aux travaux menés par lui sur le sujet et ne voyaient rien de concret se mettre en place sur le terrain.

Des stratégies territoriales de sécurité et de prévention assises sur une vision nouvelle et claire du partenariat État/collectivités : car Ville & Banlieue ne pourra se réjouir pleinement de voir le programme de travail des CLSPD (contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance) déboucher sur une stratégie adaptée aux enjeux du territoire... que si l'ensemble de la charge ne repose pas sur l'engagement des élus locaux.

De l'imagination et de l'innovation dans la relance des stratégies de « prévention de la délinquance ». Les élus de Ville & Banlieue sont convaincus que les nouvelles figures de la délinquance et de l'insécurité dans les quartiers ne peuvent se satisfaire des solutions traditionnelles et qu'il convient d'explorer désormais des voies multiples et différentes contre ces fléaux : médiation de jour et de nuit, et dans les espaces publics, relance des partenariats avec les transporteurs, consolidation de la chaîne préventive dans les quartiers d'habitat social avec les bailleurs, évaluation et aménagement des dispositifs récemment implantés à l'école (comme le référent de sécurité), opérations de rapprochement police/population...



19 AVRIL

LA COMMISSION BOCKEL AUDITIONNE VILLE & BANLIEUE

Missionné par le Premier ministre pour relancer le Plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes, Jean-Marie Bockel, reçoit une délégation d'élus de l'Association sur le sujet. Pour Ville & Banlieue, c'est l'occasion de rappeler notre attachement à une politique publique de prévention digne de ce nom, assortie de moyens proportionnés aux enjeux et réengageant tous ses partenaires autour d'un État redevenu volontariste.



28 JUIN

VILLE & BANLIEUE POUR LA RELANCE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE PRÉVENTION

Point d'orgue de la mission du sénateur Bockel, cette rencontre permet à Didier Chabrol, secrétaire général du CIPD, de s'adresser aux maires et aux élus des collectivités. Et de leur montrer que l'institution judiciaire, l'institution scolaire, sont parties prenantes de la politique nationale, dans laquelle les départements et agglomérations sont également attendus. Enfin, que la vidéosurveillance n'est qu'un maillon du dispositif d'ensemble.



26 ET 27 OCTOBRE

SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET TERRITOIRES : UNE RENCONTRE VILLE & BANLIEUE / FFSU

Dix ans de partenariat entre nos deux associations avaient donné lieu à de nombreux rapprochements, prises de positions et interpellations conjointes. Dans cette série, il s'agissait ici, à l'Hôtel de ville de Paris, de revisiter un certain nombre d'interrogations : sur les « publics-cibles » de la prévention, les « leviers » les plus efficaces de la prévention, l'approche « spécialisée » et l'approche « globale ». Sous un angle encore inédit pour nous : celui des « territoires » urbains, opérationnels ou de compétences, dans une visée conjuguant partenariat local, éducation et développement durable de nos cités. Parmi les élus de l'association présents : Renaud Gauquelin, Catherine Arenou, Stéphane Beudet, Jean-Luc Deroo, Stéphane Gatignon...

Le FFSU et Ville & Banlieue, Hôtel de Ville, Paris. Octobre 2011

7 DÉCEMBRE

LA PRÉVENTION AU PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DES VILLES

À l'invitation de Xavier Lemoine et de Jean-Pierre Blazy, respectivement maires de Montfermeil et de Gonesse et tous deux membres de Ville & Banlieue, le CNV se penche sur les formes nouvelles de la délinquance, sur les nouveaux défis de la prévention, notamment dans les quartiers gangrenés par l'insécurité quotidienne, otages des trafics ou des violences qui s'y déroulent. Enfin, sur les voies nouvelles de la prévention précoce et de la médiation, à partir des études de victimation menées dans certaines régions (en Île-de-France par exemple) ou dans certains milieux, comme à l'école.



LAïcITÉ,
DIVERsITÉ,
CIToyENNETÉ.



CITOYENNETÉ, LAÏCITÉ, DIVERSITÉ

Sans donner lieu à de retentissantes manifestations, 2011 a donné lieu à un élargissement des perspectives et des positions de Ville & Banlieue sur ces sujets. Autour de 3 idées neuves au sein de l'association :

Il faut prolonger, élargir et renouveler l'expérience et les formes de la démocratie sous peine de la voir s'endormir ou se dévoyer. Un constat et une nécessité proclamés par Jo Spiegel, maire de Kingersheim, et de plus en plus partagés au sein de Ville & Banlieue. Face aux processus représentatifs irremplaçables, des dispositifs innovants doivent être inventés pour co-élaborer les projets locaux avec ceux qu'ils concernent au premier chef.

Il faut renouveler le travail social sous peine de le voir condamné à l'impuissance. Devant l'aggravation de la crise économique, la montée des violences et des comportements de rupture, le décrochage de certains individus et territoires, le travail social doit explorer de nouvelles voies, s'appuyer sur

les réseaux et les liens sociaux vivants sans renoncer à ses propres valeurs : tolérance, mixité, laïcité... C'est l'esprit de la manifestation organisée en janvier par Jacques Salvador, maire d'Aubervilliers.

Il faut renouveler et amplifier l'initiative citoyenne au sens large du terme, sous peine de rater le rendez-vous du XXI^{ème} siècle. Le creusement des inégalités locales et mondiales, la montée des périls environnementaux, le risque d'affrontements culturels ou communautaires rendent en effet nécessaires d'autres approches que celles que nous avons expérimentées : celle de la dignité retrouvée dans l'action collective, le co-apprentissage, l'échange de savoirs, la participation à la gestion de l'espace commun ; celle de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire ; du « Pacte civique », lancé à Issy-les-Moulineaux, auquel se sont ralliés un certain nombre des adhérents de Ville & Banlieue.

28 ET 29 JANVIER

FAIRE SOCIÉTÉ AUTREMENT

Face à la crise, l'on ne peut tout attendre de l'État et de la puissance publique en général ; et la gravité de la situation constitue au contraire un appel à l'innovation sociale, au sens large du terme. Tel était sans doute le message central des collectifs, associations et quelque 300 personnes réunies à Aubervilliers ces 2 jours. Aux côtés des universitaires et des professionnels, Dominique Gillot, maire d'Eragny et vice-présidente de Ville & Banlieue et Michel Dinet, président du Conseil général de Meurthe et Moselle, ont montré comment les collectivités pouvaient, sans céder au communautarisme, s'appuyer sur le « travail social communautaire » pour favoriser le lien social et l'initiative citoyenne.

16 FÉVRIER

MISSION D'INFORMATION SUR LE DROIT DE LA NATIONALITÉ EN FRANCE

Présidée par Manuel Valls et avec pour rapporteur Claude Goasguen, la Mission d'information sur le droit de la nationalité en France a auditionné Ville & Banlieue, représenté par Xavier Lemoine, maire de Montfermeil. Au programme de cette audition et de l'échange auquel elle a donné lieu : la nationalité et l'accès à la nationalité, le sentiment d'appartenance nationale, la participation citoyenne dans le contexte d'une société pluriculturelle.



1ER MARS

RENCONTRE AVEC LA FONDA

Comment les associations et la société civile peuvent-elles contribuer au changement social, et nourrir la réflexion politique des élus locaux ou nationaux ? Jean-Pierre Worms, leader de la Fonda, a voulu échanger avec ceux qui représentent le mieux les laissés pour compte et les sans-voix, à presque 3 mois de la semaine de mobilisation initiée par son collectif. Au bout de la discussion, s'est esquissée une convergence en forme d'échange : pas de transformation sociale sans péréquation financière et retour à l'égalité de moyens entre territoires, mais aussi sans renforcement du pouvoir d'agir individuel et collectif, en banlieues et partout dans la société.

2 MARS

VIE DÉMOCRATIQUE ET TERRITOIRES

Avec cette rencontre-débat, animée par Jo Spiegel, maire de Kingersheim et président délégué de Mulhouse Alsace Agglomération, qui a présenté son dispositif local, Ville & Banlieue entendait surtout apporter son soutien à deux mouvements en faveur d'un renouveau de la vie démocratique : le « Pacte civique », collectif mobilisé sur le modèle du pacte écologique de Nicolas Hulot, en faveur d'un renouvellement de l'offre citoyenne faite aux habitants de ce pays ; et « Pouvoir d'agir », collectif réclamant que « les habitants des quartiers populaires soient reconnus comme citoyens actifs capable de prendre collectivement en main leur propre développement et celui de leur environnement ». Des échanges très denses qui ont permis d'ajuster les positions et les engagements des uns et des autres en préparant les journées de mobilisation du printemps.



14 ET 15 MAI

RENCONTRE DU "PACTE CIVIQUE" À ISSY-LES-MOULINEAUX

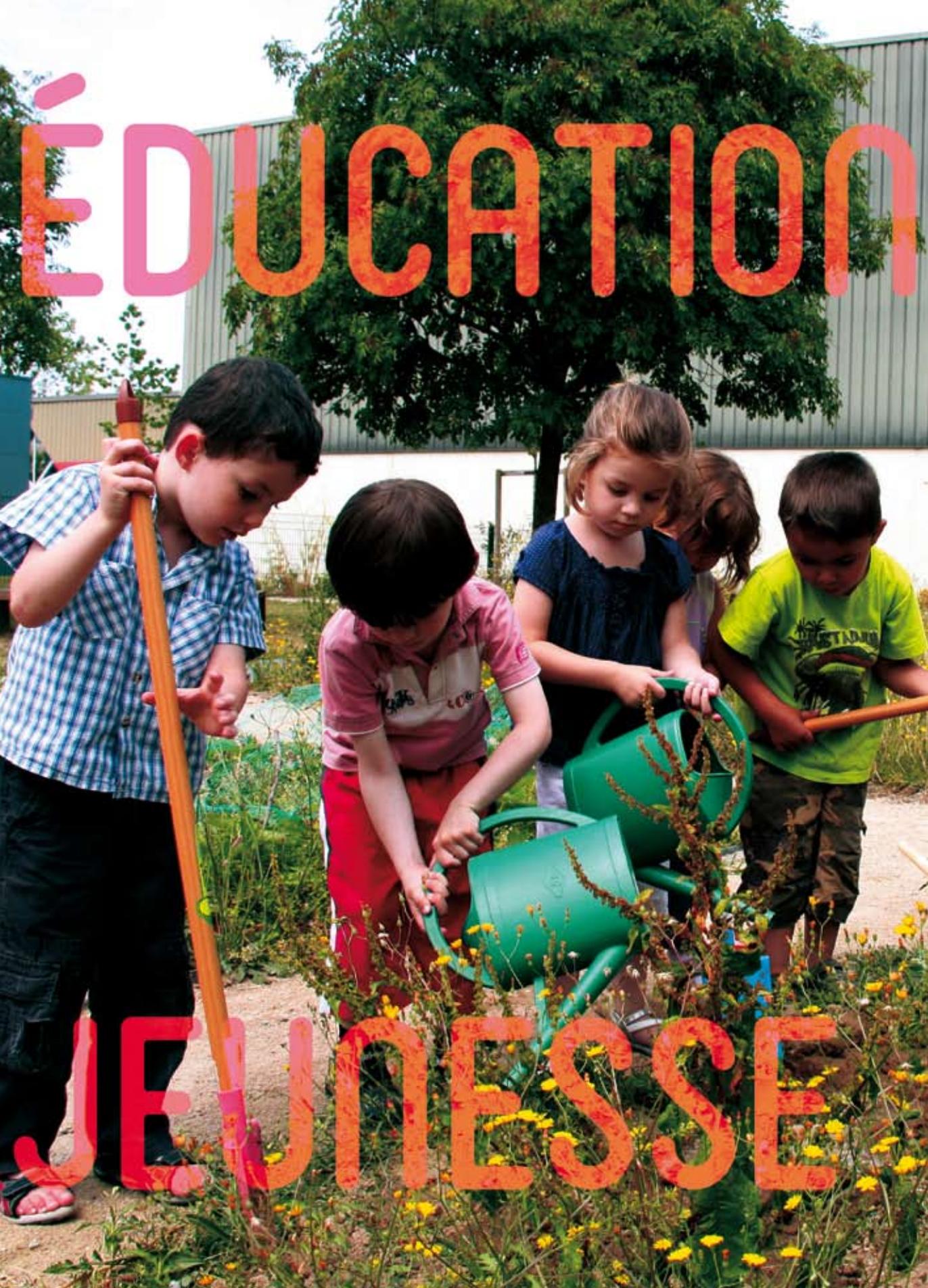
Point d'orgue d'une mobilisation collective de plusieurs mois, ces deux journées se voulaient l'occasion de promouvoir une nouvelle approche de la transformation sociale autour de quatre valeurs clés — créativité, sobriété, justice et fraternité —, « pour une démocratie pour tous et par chacun ». Mais cette rencontre a aussi permis à de nombreux acteurs, politiques, syndicalistes, intellectuels et citoyens engagés, de décliner leur vision du pacte civique, avant de participer à la quinzaine d'ateliers organisés sur tous les leviers possibles de cette transformation : école et éducation populaire, service civique, écologie, responsabilité sociale, emploi et économie solidaire, nouveaux média et modes d'expression populaires... Un vivier d'idées et de partenaires pour l'association et ses élus de terrain.

31



Pacte civique, Issy-les-Moulineaux, mai 2011

ÉDUCATION

A group of five young children are engaged in a gardening activity outdoors. On the left, a boy in a blue and white checkered shirt holds a long wooden handle. In the center, a girl in a pink shirt and red pants is watering a plant with a green watering can. To her right, another girl in a dark blue dress is also watering. On the far right, a boy in a bright green t-shirt is using a wooden tool. The children are surrounded by green plants and small yellow flowers. The background shows a large green tree and a building with grey corrugated metal siding.

JEUNESSE



ÉDUCATION, JEUNESSE

2011 aura été marquée de 2 temps forts, autour de questions centrales pour la réussite éducative des jeunes de banlieue, sans que l'association n'organise de grande manifestation sur ces sujets au cours de l'année.

Derrière les classes de découverte, un double enjeu : de la pédagogie de projet, et de l'école ouverte. En effet, si les classes de neige, de nature, scientifiques ou sportives, les classes transplantées sont uniformément en régression dans notre pays, l'impact de cette situation dans les villes de banlieue n'est pas de même conséquence qu'ailleurs.

Là où le risque d'enfermement résidentiel, social et culturel est le plus fort (« la loi du ghetto »), là où les enfants partent le moins en vacances et quittent le moins leur quartier, là où l'école est déjà aux prises avec des tâches d'instruction et d'éducation dépassant ses moyens ordinaires, la nécessité de projets pédagogiques et de l'école « ouverte » (selon l'expression employée en son temps par Jean-Jacques Rousseau) est aussi plus forte.

En effet, ces deux éléments répondent aux mêmes besoins : mener des projets innovants, des projets transversaux et partenariaux, ou sortir l'expérience éducative au théâtre, dans la ville ou en classe de découverte, c'est se donner également des

chances de donner motivation et goût d'apprendre aux enfants en difficulté scolaire ou menacés de décrochage.

En soutenant l'initiative prise par l'association des élus de la montagne pour relancer les classes de découverte, Ville & Banlieue a réaffirmé cette nécessité des villes de banlieue de « faire école » au bénéfice des enfants des milieux populaires.

Au-delà du RME, le droit de tous à se forger un avenir prometteur. La décennie 2000 / 2010 a été celle du plus grand paradoxe : car tandis que le nombre d'étudiants a continué de croître dans notre pays, la condition étudiante s'est paupérisée de façon spectaculaire. C'est pourquoi l'initiative de Chenôve d'assurer à ses « enfants » un Revenu minimum étudiant (RME) répond d'abord à un besoin criant : répondre, par un soutien moral et financier adapté de la collectivité, aux exigences matérielles d'un parcours d'études risquant de se voir compromis par les difficultés matérielles.

Cependant, au-delà de cette nécessité, l'appel solennel de Chenôve, des « villes engagées pour un égal accès à la connaissance » traduit une conviction plus grande : que l'avenir des quartiers populaires passe

d'abord par la réussite éducative et sociale de ses enfants. Promouvoir les projets d'études supérieures dans tous les milieux sociaux, permettre l'émancipation et l'intégration de tous conformément aux valeurs de l'école républicaine, responsabiliser ceux qui bénéficient aujourd'hui de cette aide en encourageant toujours l'initiative et le projet des jeunes, telles sont en effet quelques-unes des ambitions de cet appel. A la suite de nombreuses autres initiatives imaginées en banlieue, à Chenôve comme dans d'autres communes, pour démocratiser l'accès à la lecture, donner accès aux stages ou faciliter l'orientation de tous les jeunes.



9 MARS ET 6 JUIN

POUR UNE RELANCE DES CLASSES DE DÉCOUVERTE

Constatant la désaffection des classes de neige et de nature depuis au moins une décennie, les élus de la montagne et du monde rural ont pris l'initiative de réunir l'ensemble de leurs interlocuteurs et partenaires : représentants des autres associations d'élus locaux, syndicats enseignants, associations d'éducation populaire, transporteurs, équipementiers... pour une relance des classes transplantées dans notre pays. Pour Ville & Banlieue, qui a voulu s'associer à cette initiative, l'enjeu est bien de permettre aux enfants des familles les plus en difficulté, qui réussissent le moins bien à l'école et partent le moins en vacances, de bénéficier des conditions éducatives privilégiées qu'offrent les classes de découverte.



14 SEPTEMBRE, 19 OCTOBRE

CHENÔVE FÊTE LE RME : COMMENT SOUTENIR LES ÉTUDIANTS DE SA COMMUNE

A travers son 2000ème bénéficiaire, Chenôve a célébré le 14 septembre avec Ville & Banlieue le succès de son Revenu minimum Etudiant, instauré par la ville en 1989, et repris par 25 villes en France depuis lors.

En présence de Claude Dilain, Jean Esmonin a lancé un appel solennel des villes engagées pour « un égal accès à la connaissance ». Devant l'aggravation de la crise et la paupérisation de la communauté étudiante, notamment en banlieue, il a défendu l'idée d'aider localement les jeunes des milieux modestes ou défavorisés à poursuivre des études supérieures. Et plaidé pour que cette action volontariste des collectivités puisse inspirer une politique nationale de la jeunesse.

Reprenant la balle au bond quatre semaines plus tard, au cours du Conseil d'administration, lors duquel des représentants de Chenôve étaient venus présenter le dispositif, plusieurs élus de l'association se sont montrés intéressés à le développer dans leur propre commune.



Aide aux devoirs
© Ville de Lormont



Classe de maternelle, école des Buzardières
© Ville de Lormont





CHAPITRE HUIT

SPORT

Pour Ville & Banlieue, 2011 consacre l'ouverture d'un nouveau chantier de travail, sur une thématique très importante pour les villes de banlieue populaires et leurs habitants : le sport. Une réflexion conduite par Gilles Leproust - maire d'Allonnes, vice-président de Ville & Banlieue, président de la nouvelle Commission Sport/Culture - et inaugurée par le lancement d'un questionnaire d'enquête fin février pour dresser un état des lieux des pratiques, des besoins et des attentes en matière sportive.

Sans entrer trop avant dans le détail des résultats, que ressort-il de cette étude à laquelle ¼ des adhérents de l'association ont répondu ?

Les priorités des maires s'agissant du sport évoluent : si l'accessibilité des activités, l'intégration des jeunes, la mixité sociale restent des objectifs forts, le bien être et la santé, la place des filles et des femmes et celles des personnes handicapées, la nécessité de réunir toutes les générations dans la ville apparaissent comme de nouvelles priorités.

Côté population, de nouvelles attentes se font jour comme l'accès à des pratiques libres, à de nouveaux créneaux horaires, à

des équipements spécialisés pour le haut niveau ou de nouvelles disciplines, à des activités sports nature ou sport santé.

Mais le sport en banlieue ne peut être détaché de son contexte social et institutionnel global. D'abord d'évolutions économiques et sociologiques majeures qui en modifient radicalement l'esprit : difficultés financières des collectivités et des ménages, recul du bénévolat, montée des incivilités, pesanteurs administratives... Du désengagement de l'État et de la difficulté à mobiliser d'autres partenaires financiers ou opérationnels. Des normes réglementaires ou fédérales qui pèsent toujours plus sur leurs charges d'équipement. Des ressources en diminution devant des attentes sociales croissantes.



Coupe de France de football féminin au stade du Val de Chézine
© Ville de Lormont

Dans ce contexte difficile, les villes continuent d'innover dans leurs politiques du sport : pour l'insertion des jeunes, la prévention et l'accès à la citoyenneté, la santé et la jouissance de la nature, l'organisation de petits ou grands événements sportifs dans la ville.

Enfin, si le sport est aujourd'hui intégré de fait dans les actions des CUCS pour les ¾ des villes répondantes, les élus demandent qu'il apparaisse explicitement dans la prochaine génération de contrats.

Le sport, enjeu d'épanouissement personnel, d'équilibre et de santé pour chacun et pour tous, enjeu social, d'intégration des jeunes et des plus fragiles, de cohésion et d'accès à la citoyenneté, enjeu de respiration et de changement d'image pour des villes en souffrance ou en tension, Ville & Banlieue entend reprendre tous ces fils dans la programmation d'une manifestation nationale en 2012.



25 JANVIER

COMMISSION SPORT : PREMIER TOUR DE PISTE

Sous l'impulsion de Gilles Leproust, maire d'Allonnes, son président, la Commission Sport/Culture de Ville & Banlieue a tenu son premier débat. Au programme de ce tour de chauffe : l'évolution des pratiques et des non-pratiques dans les quartiers, l'accès compliqué des filles à la pratique sportive, la tension confirmée sur les équipements et les moyens. Avec la nécessité ressentie et exprimée par tous, de faire le point dans ce domaine sur l'ensemble des villes de l'association.

22 FÉVRIER

LANCEMENT D'UNE ENQUÊTE « SPORT EN BANLIEUE » AU SEIN DE L'ASSOCIATION

Validé par les élus de la commission, un questionnaire d'enquête est lancé auprès des maires et des élus chargés des sports au sein des exécutifs des villes membres. Parmi les grands chapitres d'investigation : les grands objectifs des politiques municipales des sports, l'état des lieux et des pratiques, les expériences réussies et les projets innovants, la vie associative, l'environnement institutionnel et réglementaire ainsi que les partenariats, le sport dans la politique de la ville, enfin l'action de Ville & Banlieue.



Loisir d'été
© Ville de Lormont

16 JUIN

ROUND PRÉPARATOIRE À UNE JOURNÉE NATIONALE

Entre Gilles Leproust et les élus de Lormont, Montreuil et Vitry, la discussion s'engage sur les points de tension ou de préoccupation issus de l'enquête : comment poursuivre et renouveler sa politique municipale avec des moyens toujours décroissants ? Comment suppléer au désengagement de l'État ? Comment soutenir les bénévoles des clubs et associations ? Comment toucher les publics vulnérables et éloignés de toute pratique sportive ?... Autant de questions à verser au colloque de 2012 désormais fixé à Allonnes.



25, 26, 27 NOVEMBRE 2011

PREMIÈRES « FOULÉES LITTÉRAIRES » DE LORMONT

« Le sport demeure un formidable réservoir à histoires, il nous parle de nous, de nos enfances, de celles des nôtres. Au fond, un salon des littératures sportives, ce doit d'abord être cela ; quelque chose comme un grand goûter d'enfants, ludique, joyeux, mixte, bavard et enthousiaste. Les champions, ceux chargés d'écrire leur légende, doivent y côtoyer leurs lecteurs. Un lieu de rencontre entre les héros et leurs hérauts, en somme... ». En imaginant une telle rencontre, Lormont a fait hommage aux sportifs mythiques, aux mythologies sportives, aux journalistes et romanciers fous de sports, à tous les trans-fuges passeurs de passions entre « le muscle et la plume ».



Championnat de France en roller au Vigneau
© Ville de Lormont



INITIATIVES DES VILLES



INITIATIVES DES VILLES : "DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS !"

À travers ce nouveau chapitre du rapport d'activités, il s'agit pour Ville & Banlieue de donner place aux initiatives de nos adhérents qui se mobilisent en permanence, innovent toutes les semaines, contribuent, dans un environnement souvent rendu difficile par la relégation urbaine ou la souffrance sociale, à réinventer l'action publique ou l'action collective.

Nous avons souvent évoqué dans les éditions précédentes, le Forum de la parentalité d'Halluin. 2011 fut, par exemple, l'année des « Foulées littéraires » de Lormont et de la commémoration du « Revenu minimum étudiant » de Chenôve, évoquées dans d'autres chapitres.

C'est pourquoi nous avons voulu mettre en exergue ici deux initiatives différentes mais convergentes sur la défense des services publics... tant il est vrai que dans les communes populaires, les services publics, nationaux ou locaux, assurent l'égalité des droits entre les citoyens, et une meilleure qualité de vie aux plus fragiles d'entre eux.



Repas de quartier

JANVIER / JUIN

DES ÉTATS GÉNÉRAUX EN FAVEUR DU SERVICE PUBLIC

Associations, syndicats, partis politiques se sont retrouvés à Orly fin janvier pour une grande année de mobilisation populaire en faveur du service public. En est issue une série de rendez-vous autour de la petite enfance, de l'école, de la santé, de l'eau; un Pacte du Service public, un appel pour des États généraux et une manifestation nationale à Bagneux le 11 juin. Objectif: réhabiliter le principe même du service public contre la régression imposée par la mondialisation libérale et relayée par l'Union européenne, défendre les services publics comme symboles et instruments d'une société de solidarité.

42



Bondy - Parade des écoles Noue Caillet Terre St Blaise
© Patrice Givernaud / Ville de Bondy

**POUR SAUVER LA MATERNITÉ
CHANGEONS DE BRAQUET !**
1-17/08

LA SEYNE
SUR MER

Paris
Ministère de la Santé
1708 - Paris (Loupang) - Paris (Boulevard de la Santé)

15/08 - Venet les Salles (71) - Venet les Salles (71)
14/08 - Nans (89) - Nans (89)
13/08 - Auzerres (89) - Auzerres (89)
12/08 - Auzerres (89) - Auzerres (89)
11/08 - Auzerres de Bas (89) - Auzerres (89)
10/08 - St-Maurice (77) - Auzerres de Bas (89)
09/08 - Combarceville (81) - St-Maurice (77)
08/08 - St-Germain-Luxeuil (89) - Combarceville (81)
07/08 - St-Nicolas (84) - St-Germain-Luxeuil (89)
06/08 - St-Aubin-en-St-Alban (81) - St-Nicolas (84)
05/08 - Bédouze (84) - St-Léonard-St-Alban (81)
04/08 - Carantilly (84) - Bédouze (84)
03/08 - Bessonnand (84) - Carantilly (84)

La Seyne-sur-Mer
Mairie

1er Août - départ
après 48h de la mairie
LA SEYNE SUR MER

sauvons-la-maternite-2011.aver-blog.com

**17 JOURS DE PERIPLE
950 KM
15 ETAPES**

MARC VUILLEMOT, maire de La Seyne-sur-Mer réalise, pendant ses congés, la traversée de la France, de La Seyne-sur-Mer (83-Var) jusqu'à Paris pour apporter 20 000 signatures au Ministère de la Santé pour SAUVER LA MATERNITÉ DE LA SEYNE ET DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC HOSPITALIER

AOÛT

LA SEYNE-SUR-MER / PARIS : UNE TRAVERSÉE MILITANTE POUR L'HÔPITAL PUBLIC

La Seyne-sur-Mer, 60 000 habitants, est la deuxième ville de son département. Sa maternité, la seule de l'ouest varois, c'est environ 14 000 naissances chaque année. Et pourtant l'établissement est menacé de fermeture! Pour défendre sa maternité, l'hôpital public et le maintien du service public sur tout le territoire de la République, Marc Vuillemot, maire de la ville, membre de l'Association, est monté à Paris en vélo pendant ses congés d'été : 17 jours de périple, 950 kilomètres en 15 étapes, pour ramener 20 000 signatures au ministère de la Santé. Et sauver la maternité du Centre hospitalier George Sand.



Marc Vuillemot
© Ville de la Seyne-sur-Mer



PARTENARIATS



CHAPITRE DIX

PARTENARIATS

Deux maîtres-mots pour les partenariats 2011 de Ville & Banlieue.

Consolidation. Le terme vaut pour les relations avec les grandes associations d'élus urbains, avec le Forum français pour la sécurité urbaine, le Certu ou l'Union Sociale pour l'Habitat, l'Observatoire national des Agendas 21 locaux... pour lesquels l'année 2011 atteste d'une grande continuité d'actions communes.

Exploration. Le mot peut s'appliquer aux initiatives nouvelles avec le Club des villes cyclables ou le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) augurant de rapprochements prometteurs.

AVEC L'AMGVF, L'ACUF ET LES AUTRES ASSOCIATIONS D'ÉLUS URBAINS : CONTINUER LE COMBAT



2 FÉVRIER / 12 AVRIL

VILLE & BANLIEUE AU BUREAU DES GRANDES VILLES

Le Président de l'AMGVF ayant par deux fois, lors de la cérémonie des vœux puis lors d'un bureau des Grandes villes, déclaré publiquement vouloir favoriser rapidement un rapprochement concret des associations

d'élus, Ville & Banlieue doit se positionner sur cette proposition et se resituer dans un agenda politique nouveau. Dans ce contexte, au-delà de convergences manifestes sur la politique de la ville, la péréquation financière, les transports ou les discriminations, la question est bien celle de la représentation spécifique des périphéries populaires des agglomérations et des populations qui y résident.



1ER MARS

DÉJEUNER DES PRÉSIDENTS D'ASSOCIATIONS D'ÉLUS

Au menu de ce déjeuner: le regroupement possible des associations dans une maison commune. Comme sujet d'inquiétude partagé : la politique de la ville, en panne depuis plusieurs mois, entre expérimentation banalisée et contractualisation en jachère.

16 MARS / 26 MAI

À LA COMMISSION EMPLOI DES GRANDES VILLES

Ville & Banlieue participe désormais à la Commission Emploi de l'AMGVF, présidée par Philippe Maitreau, adjoint au maire de Mulhouse.

Le 16 mars, l'accompagnement des mobilités professionnelles est au cœur de la

discussion. Pour les villes de banlieue, la question est indissociable des stratégies de développement et d'insertion des collectivités compétentes. L'élévation de la compétence professionnelle des publics éloignés de l'emploi s'y pose avec plus d'acuité encore que dans les villes centres. Quant aux moyens d'accompagnement de ces personnes, ils s'avèrent, chacun en conviendra, plus nécessaires que partout ailleurs.

Le 26 mai, il s'agit cette fois de l'emploi des jeunes. Le rapport présenté sur l'accès à l'emploi dans les quartiers prioritaires rend parfaitement compte des difficultés évoquées par les élus de l'association. Mais au-delà du diagnostic, c'est bien l'évolution du rôle des missions locales, le lien avec l'Education nationale et la formation permanente, le pilotage global des politiques de l'emploi et de la formation qui sont en question.



Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et de l'environnement. Et en point d'orgue, la présentation du Manifeste commun sur la réforme de la politique de la ville.



17 MAI / 25 OCTOBRE

DES COMMISSIONS POLITIQUE DE LA VILLE MULTIPARTENARIALES

Le manifeste commun Ville & Banlieue, AMGVF et ACUF sur la réforme de la politique de la ville a presque un an. Depuis et malgré les contacts réguliers avec le ministère de Maurice Leroy, la réponse gouvernementale à nos propositions se fait attendre. D'où la nécessité de continuer à faire remonter les attentes du terrain, à échanger entre associations sur les évolutions prioritaires à mettre en œuvre.

28 SEPTEMBRE

VILLE & BANLIEUE À LA CONFÉRENCE DES VILLES

Thème du désormais traditionnel rendez-vous de septembre à l'Hôtel de ville de Paris : l'innovation face à la crise. Innovation par la ville numérique, la mobilité, l'économie sociale et solidaire, dans l'action sociale, la politique de la ville ou l'intégration. Avec comme fil rouge, l'intervention de Jean-

4 OCTOBRE

UN DÉJEUNER DES PRÉSIDENTS D'ASSOCIATIONS D'ÉLUS

L'occasion pour les présidents de Ville & Banlieue, de l'ACUF, de l'ADCF, de l'AMGVF, de la FNAU et du GART, de constater et discuter les avancées quant au rapprochement physique des associations dans un même lieu, au 22 rue Joubert Paris 9ème.

AVEC LE FFSU : DEPASSER LES APPROCHES CONVENTIONNELLES



26 / 27 OCTOBRE

UNE MANIFESTATION PHARE CENTRÉE SUR LES TERRITOIRES

Ce fut l'originalité de la manifestation organisée cette année entre nos associations que de parler de la sécurité et de la prévention à

partir des territoires : territoires de compétences et territoires physiques des quartiers, territoires humains, territoires numériques et l'espace éducatif. Sur cette approche, Catherine Arenou, maire de Chanteloup-les-Vignes, Stéphane Beaudet, maire de Courcouronnes ou Stéphane Gatignon, maire de Sevran ont largement contribué à renouveler le répertoire des représentations et propositions (cf. chapitre 5).

AVEC LE CLUB DES VILLES CYCLABLES : SE LANCER



26/27 OCTOBRE

POUR UNE MOBILITÉ DURABLE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Les ménages, les familles des quartiers populaires comptent parmi les moins motorisés de l'hexagone : donc les plus dépendants des transports en commun, et paradoxalement les moins outillés face au vélo, qui a pourtant eu ses heures de gloires dans les quartiers ouvriers. A l'heure du développement durable et face à la double crise économique et écologique, il faut désormais changer de braquet. Les Talents du vélo 2011 ont été l'occasion d'un premier tour de piste entre nos associations (cf. chapitre 2).

AVEC LE CERTU : PERMETTRE À L'ÉTAT DE BIEN SE REPOSITIONNER



7 MARS

UN COURRIER AU MINISTRE

AMF, AMGVF, ADCF, ARF, ACUF, FMVM, Ville & Banlieue, GART, FNAU : les 9 associations d'élus locaux les plus représentatives du monde urbain interpellent la ministre de

l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement sur l'importance du CERTU. Alors que l'État réduit drastiquement le périmètre de ses interventions, il s'agit en effet de sauver l'ingénierie publique que celui-ci peut apporter aux collectivités, et d'accroître le travail transversal État/territoires en amplifiant la représentation des collectivités au sein du CODOR.

29 MARS/AUTOMNE

AU COMITÉ D'ORIENTATION

A la fois axée sur le bilan et tournée vers le projet, la réunion du 29 mars a permis de revenir sur l'action du président du CODOR en faveur du CERTU, l'activité 2010 et les actions 2011 mais elle a également mis en débat les Entretiens du CERTU 2012, programmés pour les 31 janvier et 1er février. Au programme, à travers plusieurs ateliers intéressant particulièrement les villes de banlieue : la périurbanisation, dans la métropolisation, du point de la mobilité et des modes doux de déplacement.

AVEC LE CNFPT POUR LE DROIT À LA FORMATION PROFESSIONNELLE



PRINTEMPS

POUR LE MAINTIEN DU TAUX DE COTISATION AU CNFPT

Le taux de cotisation des collectivités au titre de la formation professionnelle est notamment bas : fixé à 1% depuis 1987, contre 1,6% pour le privé, 2,1% pour la fonction publique hospitalière, plus de 3% pour l'État... Dans ces conditions, pas question pour les associations d'élus d'accepter une réduction de ce taux à 0,9% comme l'envisageait la loi de finances rectificative 2011, car ce serait remettre en cause la qualité même du service public territorial.



RÉUNIONS STATUTAIRES

Cinq réunions statutaires ont scandé une riche année pour Ville & Banlieue, dont le point d'orgue collectif a vu le renouvellement des instances de l'Association et de son président.

10 FÉVRIER

- Réunion de Bureau : regroupement physique des associations d'élus

2 MARS

- Conseil d'administration d'arrêt des comptes

16 JUIN

- Conseil d'administration élargi aux adhérents : PNRU II, CUCS expérimentaux, avenir des ZFU, péréquation, classes de découverte

19 OCTOBRE

- Conseil d'administration élargi aux adhérents : information sur le déménagement et le Revenu Minimum Étudiant, revue d'actualité sur la politique de la ville et sur le Projet de Loi de Finances 2012

17 NOVEMBRE

- Assemblée générale : débat d'orientation générale, renouvellement des instances, et réception d'un représentant de la Fondation Abbé Pierre

13 DÉCEMBRE

- Réunion de Bureau : revue d'actualité politique et parlementaire, et projets d'avenir (déménagement des locaux, refonte du site internet, entrée en campagne présidentielle de l'Association)

AGENDA DES ACTIVITÉS 2011

MARDI 18 JANVIER

- Commission Finances

MARDI 25 JANVIER

- Commission Sports

MARDI 25, MERCREDI 26 ET JEUDI 27 JANVIER

- 12èmes Assises de l'Énergie (Grenoble). Chantal Duchène, présidente de la Commission Développement Durable intervient au titre de Ville & Banlieue

VENDREDI 28 ET SAMEDI 29 JANVIER

- Colloque à Aubervilliers «Faire société autrement» organisé dans le cadre du séminaire «Travail social, développement communautaire, éducation populaire et citoyenne». Dominique Gillot, maire d'Eragny-sur-Oise intervient au titre de Ville & Banlieue

MERCREDI 2 FÉVRIER

- Audition de Ville & Banlieue par Eric Raoult, député, maire du Raincy sur les ZFU

MERCREDI 2 FÉVRIER

- Claude Dilain invité au bureau des Maires de Grandes Villes

JEUDI 10 FÉVRIER

- Réunion du bureau de Ville & Banlieue. Musée Social. Paris

- Rencontre «Quoi de neuf acteurs ? Quelles compétences demain, avec quels moyens pour quelle politique du logement ?» organisée par l'USH et les associations d'élus dont Ville & Banlieue

MERCREDI 16 FÉVRIER

- Audition de Ville & Banlieue par la mission d'information sur le droit de la nationalité en France. (Commission des lois de l'Assemblée Nationale)

MARDI 22 FÉVRIER

- Lancement de l'enquête Sports de Ville & Banlieue

MARDI 1ER MARS

- Rencontre Ville & Banlieue et Fonda (Jean-Pierre Worms, vice-président)
- Déjeuner des présidents d'associations d'élus à l'invitation de la FNAU (Michel Destot, Vincent Feltesse, Claude Dilain, Roland Ries)

MERCREDI 2 MARS À 10H

- Conseil d'Administration d'arrêt des comptes. Musée social. Paris

MERCREDI 2 MARS À 14 H

- Rencontre «Vie démocratique et territoires ; vers des pactes civiques locaux ?» avec Jo Spiegel, maire de Kingersheim, président délégué de Mulhouse Alsace Agglomération et les animateurs du Pacte Civique

MERCREDI 2 MARS À 16H30

- Commission Finances

VENDREDI 4 MARS

- Développement durable et rénovation urbaine. Commissariat général au Développement durable. Paris

MERCREDI 9 MARS

- Réunion avec les associations d'élus et l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne - Ski France -, sur les classes de neige

MERCREDI 16 MARS

- Invitation des Grandes Villes à la Commission «Emploi et développement économique»

MARDI 29 MARS

- Participation au CODOR du CERTU à Lyon. Lancement des entretiens 2012

MARDI 5 AVRIL

- Audition par le CES de l'ANRU (Claude Dilain et Catherine Arenou)
- Claude Dilain à l'ORF. Rénovation urbaine et pôles d'aménagement du Grand Paris

JEUDI 7 AVRIL

- Rencontre «Quelle place pour l'habitat dans la planification urbaine post-Grenelle?» journée organisée par l'USH et les associations d'élus, dont Ville & Banlieue. Paris

MARDI 12 AVRIL

- Bureau des Maires de Grandes Villes (Jean-Yves Le Bouillonnet)

VENREDI 15 AVRIL

- Participation de Ville & Banlieue aux Assises de la Politique de la Ville à Nantes, organisées par Nantes Métropole. (François Pupponi - Marc Goua - Jean-Yves Le Bouillonnet)

MARDI 19 AVRIL

- Audition par la mission Bockel sur la prévention de la délinquance (Claude Dilain - Jean-Louis Marsac)

JEUDI 12 ET VENDREDI 13 MAI

- Séminaire de Ville & Banlieue en Aquitaine à l'invitation de Noël Mamère, maire de Bègles (33) et de Jean Touzeau, maire de Lormont (33) en présence de Vincent Feltesse, maire de Blanquefort, président de la Communauté Urbaine de Bordeaux et de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, sur le thème « Politique de la ville et développement durable »

SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 MAI

- Participation de Ville & Banlieue à la réunion sur le pacte civique à Issy-les-Moulineaux (92). Jo Spiegel

MARDI 17 MAI

- Commission Politique de la Ville commune à Ville & Banlieue, l'ACUF et les Grandes Villes

VENREDI 27 MAI

- Audition de Ville & Banlieue par la Commission Politique de la Ville du Conseil Régional Île-de-France. Claude Dilain

LUUNDI 6 JUIN

- Réunion des associations d'élus, dont Ville & Banlieue sur la relance des classes de découverte. Paris

MARDI 14 ET MERCREDI 15 JUIN

- Participation aux Journées d'Échanges de la Rénovation Urbaine. Palais des Congrès. Paris. Claude Dilain, François Pupponi. Intervention de Claude Dilain à la table ronde « Images de banlieues »

JEUDI 16 JUIN À 10 H

- Conseil d'Administration élargi aux adhérents de Ville & Banlieue. Musée Social. Paris

JEUDI 16 JUIN À 14 H

- Commission Sports. Musée social. Paris

JEUDI 23 JUIN DE 9H30 À 12H45

- Rencontre « L'habitat des jeunes et des personnes âgées : quelles réponses des acteurs de l'habitat dans les territoires ? »
Journée organisée par l'USH et les associations d'élus, dont Ville & Banlieue. Paris

MARDI 28 JUIN

- Colloque national sur la relance de la politique de la prévention de la délinquance (Mission Bockel) avec la participation de Claude Dilain

MERCREDI 17 AOÛT

- Arrivée à vélo de Marc Vuillemot, maire de la Seyne-sur-Mer, à Paris

LUNDI 12 SEPTEMBRE

- Jury Talents du Vélo. En partenariat avec le Club des Villes et Territoires cyclables

MERCREDI 14 SEPTEMBRE

- Revenu Minimum Etudiant à Chenôve (21) en présence de Claude Dilain

JEUDI 29 SEPTEMBRE

- Commission Finances
- Les rencontres de la Ville du SG-CIV en présence d'Alain Cazabonne et de Maurice Charrier

MARDI 4 OCTOBRE

- Déjeuner des présidents d'associations d'élus (FNAU, GART, Grandes Villes, ACUF, ADCF, Ville & Banlieue)
- Dîner organisé par Maurice Leroy, ministre de la Ville, avec les associations d'élus (PNRU II)

VENDREDI 7 OCTOBRE

- Remise des prix des Talents du vélo 2011 au Congrès du Club des villes et territoires cyclables à Dijon (21). Partenariat Ville & Banlieue - Club des Villes cyclables. Jean-Jacques Bernard, conseiller délégué au développement durable de la mairie de Chenôve représentera Ville & Banlieue à la remise du prix « Talents du Vélo » ainsi que Chantal Duchène, adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine

MARDI 11 OCTOBRE

- Journée sur PNRU II organisée par Maurice Leroy, ministre de la ville. Cité Universitaire. Hervé Chevreau, Claude Dilain, Catherine Arenou, Stéphane Beaudet

MERCREDI 19 OCTOBRE DE 10H À 13H

- Conseil d'Administration élargi aux adhérents. Musée Social. Paris

MARDI 25 OCTOBRE MATIN À 9H 30

- Commission Politique de la Ville commune à Ville & Banlieue, l'ACUF et les Grandes Villes. Assemblée Nationale

MERCREDI 26 ET JEUDI 27 OCTOBRE

- Colloque « Sécurité, prévention, territoires », organisé par Ville & Banlieue et le FFSU.
Remise du Prix Prévention Délinquance 2011. Hôtel de Ville de Paris

LUNDI 7 ET MARDI 8 NOVEMBRE

- Assises de la Politique de la Ville, organisées par Amiens Métropole, avec Ville & Banlieue, les Grandes Villes, l'ACUF et l'IRDSU

MARDI 8 NOVEMBRE

- 11ème Forum des Projets Urbains. Palais des Congrès. Paris

MARDI 8 ET MERCREDI 9 NOVEMBRE

- Démocratie participative et agenda 21 à Bordeaux.
- Journées de l'Observatoire national des Agendas 21. Ville & Banlieue fait partie du Comité ressources

MERCREDI 9 NOVEMBRE

- Participation de Chantal Duchène (ad-jointe au maire d'Ivry-sur-Seine (94)) au CODOR du CERTU (Lyon)

JEUDI 17 NOVEMBRE À 14H

- Assemblée générale de Ville & Banlieue. Hôtel de Ville de Paris, suivi d'un cocktail au Bistrot Marguerite à 18h pour les départs de Pierre Cardo, de Claude Dilain et de Renée Feltin

MARDI 22, MERCREDI 23, JEUDI 24 NOVEMBRE

- 94ème Congrès des Maires de France : « Le maire, l'intérêt général et le citoyen »

JEUDI 1ER DÉCEMBRE DE 9H 30 À 16H45

- Rencontre « Hébergement, Logement, accompagnement : Quelles réponses au développement des précarités ? »
journée organisée par l'USH et les associations d'élus dont Ville & Banlieue

LUNDI 5 DÉCEMBRE

- Participation au 3ème Forum Paris Métropole

MERCREDI 7 DÉCEMBRE

- « Prévention de la délinquance ». Participation de Ville & Banlieue à la journée d'échanges autour des travaux du Conseil National des Villes

MARDI 13 DÉCEMBRE

- Réunion du bureau de Ville & Banlieue. Assemblée Nationale. Paris

CONTACT

Ville & Banlieue



22-28 rue Joubert
75009 PARIS



Tél: 01 47 00 27 00

contact@ville-et-banlieue.org

www.ville-et-banlieue.org

Ce rapport a été réalisé par:

Bernard Bensoussan
Renée Feltin
Sylvie Thomas
Camille Vielhescaze

Rédaction: Bernard Bensoussan

Crédits photographiques:
Ville de Lormont (p.18, 32, 36)
Dominique Jassin et Claire Macel, Nanterre (couverture,
p. 8, 20, 22, 28, 44)

Remerciements:
villes de Nanterre, Lormont, la Seyne-sur-Mer
l'ANRU

Conception graphique: elodiejarret.com
Impression: H2impression
septembre 2012